

Fin du grand débat : Emmanuel Macron saura-t-il produire du Bonheur National Brut avec le PIB ou ce qu'il en reste ?



« Monsieur le président, on attend de savoir ce que vous pouvez faire pour nous... » La France est majoritairement enfoncée dans un piège complètement contradictoire. Elle n'aime guère son président mais attend tout de lui et de lui seul...

Avec Jean-Marc Sylvestre

Le président de la République devrait amorcer cette semaine la sortie concrète du grand débat avec des mesures précises et des projets de réformes qui doivent logiquement répondre aux revendications multiples qui sont remontées de la France profonde.

L'objectif de toute cette opération est évidemment de désamorcer la crise des gilets jaunes et surtout de s'attaquer aux causes profondes de la colère ou de la défiance de l'opinion à l'encontre du ou des pouvoirs politiques.

Les mouvements qui ont enflammé l'Hexagone depuis presque six mois ont installé en France un rapport entre la gouvernance et les Français extrêmement compliqué, parce qu'extrêmement contradictoire.

Depuis presque six mois, les gilets jaunes, soutenus dans leur grogne et leur colère par une grande majorité des classes moyennes françaises, et les Français qui (finalement très nombreux) ont participé au grand débat, ont fait remonter une collection de revendications individuelles ou corporatistes. **Un immense bavardage collectif pour les uns, une masse de doléances qu'il faut analyser avec attention et auxquelles il faudra évidemment répondre pour les autres.**

Les demandes portent principalement sur les questions de pouvoir d'achat, de fiscalité et de justice sociale et fiscale, sur la qualité des services publics et sur la revitalisation des procédures démocratiques (le referendum d'initiative citoyenne). **L'ensemble de ces revendications correspond à des intérêts individuels. Il y a donc un problème de cohérence à résoudre si on veut répondre au maximum de demandes.** La baisse d'impôts par exemple est difficile à satisfaire avec la demande d'un renforcement des dépenses publiques et sociales, sauf à obtenir un consensus politique qui autorise des arbitrages d'efforts différents de ce qu'ils sont actuellement.

La défense des intérêts individuels juxtaposés dans les manifestations ou sur les cahiers de doléances ne permettra jamais de tenir compte de l'intérêt général qui s'impose à la gestion d'une collectivité.

Ce piège technique a accouché d'une autre contradiction visible et spectaculaire.

D'un côté, les Français en viennent à demander des solutions politiques (alors que les manifestants gilets jaunes refusent de s'organiser pour les produire et participer au changement) et parmi les plus radicaux, on en arrive jusqu'à souhaiter le départ d'Emmanuel Macron alors qu'il n'existe pas de solution alternative pour l'instant (c'est d'ailleurs la force du président).

Mais de l'autre côté, dans la même manifestation, sur le même rond point ou dans les mêmes discours ou commentaires, les

Français, toutes couleurs politiques confondues, finissent par tout demander à Emmanuel Macron et à lui seul. C'est lui, le président dont certains ont demandé la tête et beaucoup son départ, **c'est lui que tout le monde veut voir, entendre et attendre.**

Le besoin de démocratie directe refoule la démocratie représentative, mais renforce le besoin d'un pouvoir solitaire.

Alors, les institutions de la V^e République favorisent cette « centralité » du pouvoir ; l'arrivée d'Emmanuel Macron a répondu à une quasi faillite des corps intermédiaires, tout comme son logiciel personnel obsédé par les résultats et les performances économiques plus que par la qualité de la démocratie, tout cela nous a conduit à la situation bloquée d'aujourd'hui.

Un président brillant, objectivement compétent dans l'analyse des enjeux mondiaux, lucide sur les difficultés du modèle social français très ambitieux pour lui-même et pour le pays... Mais un président qu'une grande partie des Français n'aiment guère parce qu'ils ne le comprennent pas, mais auquel ils demandent de tout dire, tout faire, tout expliquer.

Cette situation n'est quand même pas banale.

Le résultat est que personne dans la classe politique n'est capable d'imaginer la formule magique du retour au calme et du bain d'un bonheur collectif.

Les mesures techniques et financières ne suffiront pas. Le président de la République en a déjà pris en décembre, pour 12 milliards d'euros au bénéfice du pouvoir d'achat des bas revenus, et des classes moyennes (salaires, primes, retraites, impôts.) Ces 12 milliards repensent un plan de soutien à la consommation d'un montant historique. Il a déjà produit quelques effets. La France s'est aperçue que son système économique le supportera beaucoup mieux que ce que beaucoup d'experts pensaient, mais ça ne permettra pas de changer le moral des Français. Il faudra évidemment autre chose.

Les mesures symboliques fortement demandées par une grande majorité des Français, comme le retour de l'ISF sur les actifs financiers, sont exclues parce que non seulement elles n'auraient aucun impact sur le revenu des classes moyennes, mais elles auraient démobilisé les producteurs de richesses en les faisant fuir. Or, nous avons besoin d'attirer les investisseurs, les chefs d'entreprise, et de favoriser les créations d'emplois.

Les seules solutions envisageables sont des solutions de procédures portant sur la façon de gouverner. L'adoption du principe du RIC, le referendum qui paraît être l'alpha et l'oméga des gilets jaunes, sera sans doute envisagé dans son principe. Il offre une possibilité d'enrichir la démocratie représentative par une participation directe. Cela dit, il faudra dans un deuxième temps définir les contenus et les modalités du RIC... S'il s'agit de se rapprocher de ce qui existe en Suisse, les valeurs de la république ne seront pas en risque puisque l'on votera sur des sujets très locaux.

Il peut exister d'autres outils (notamment digitaux) pour donner aux peuples plus de facilités pour participer à l'écriture des lois, ne serait-ce qu'en clarifiant le rôle et le pouvoir des lobbies. L'objectif est de répondre à des intérêts individuels sans hypothéquer l'intérêt général.

Cela dit, ne rêvons pas, ces mesures techniques et de procédure ne suffiront pas à instaurer un BNB, un bonheur national brut.

Le pays a besoin d'un PIB avant d'avoir un BNB. Un produit intérieur et national brut, une productivité, une compétitivité et des emplois. Sans s'hypothéquer au niveau de la dette.

Le pays a besoin d'un arbitrage (ou d'un consensus) entre ce qu'il peut consommer et ce qu'il peut investir. Entre ce qui revient à la génération au pouvoir et celle qui se prépare à le prendre. **Et là, la France est bloquée depuis 30 ans dans l'obsession de satisfaire à très court terme les intérêts individuels.** On retrouve ce problème dans la gestion de l'emploi et du chômage, des retraites, de la formation, de l'épargne et de l'impôt. Entre la fin du mois et la fin du monde.